



Conseil économique et social

Distr. générale
1^{er} décembre 2016
Français
Original : anglais

Commission du développement social

Cinquante-cinquième session

1^{er}-10 février 2017

Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale : thème prioritaire : stratégies d'élimination de la pauvreté visant à parvenir à un développement durable pour tous

Déclaration présentée par Palestinian Return Centre, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



Déclaration

Évaluation de la pauvreté parmi les réfugiés palestiniens au Moyen-Orient : défis et perspectives

Palestinian Return Centre (PRC) souhaiterait porter à l'attention de la communauté internationale la situation des réfugiés palestiniens qui souffrent de niveaux élevés de pauvreté et d'extrême pauvreté.

Le problème des réfugiés palestiniens est considéré comme l'un des dossiers humanitaires les plus importants et les plus anciens. La question des réfugiés palestiniens est apparue après la guerre israélo-arabe de 1948 et les Palestiniens constituent aujourd'hui la population de réfugiés la plus importante au monde.

Dans la récente proposition pour des objectifs de développement durable des Nations Unies, les 193 États Membres de l'ONU se sont engagés unanimement à mettre fin à la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde. La proposition pour des objectifs de développement durable indique que « l'élimination de la pauvreté est le plus grand défi auquel le monde doit faire face aujourd'hui ». En général, la pauvreté est l'un des nombreux problèmes auxquels doivent faire face les personnes qui sont obligées de fuir leur foyer et leur communauté en raison de conflits violents ou de persécution. Les réfugiés sont victimes de traumatismes physiques, économiques et psychiques, qui ont des effets à long terme sur leur capacité à se rétablir rapidement.

La pauvreté parmi les réfugiés palestiniens dans les territoires palestiniens occupés

La croissance économique au sein de la population palestinienne est fragile. Sur le territoire de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, le PIB est descendu à 0,4 %, plongeant ainsi l'économie palestinienne dans la récession. Les Palestiniens sont privés du droit au développement, ce qui entraîne un accroissement de la pauvreté et du désespoir cependant que les tensions s'exacerbent.

Michael Lynk, le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés, a déclaré que la bande de Gaza avait l'un des taux de chômage les plus élevés au monde et que la stagnation économique aggravait la situation. « L'économie palestinienne n'a pas d'équivalent dans le monde moderne », a-t-il ajouté lors de la remise de son rapport à l'Assemblée générale de l'ONU à New York. « La pauvreté augmente. Le chômage atteint des niveaux records. L'insécurité alimentaire est de plus en plus forte. Sous l'occupation, l'économie palestinienne est de plus en plus asphyxiée et de moins en moins viable. »

L'occupation impose des restrictions dans le but de faciliter l'expansion des colonies, ce qui engendre de graves répercussions économiques pour les Palestiniens. La Banque mondiale estime que si les Palestiniens n'étaient pas limités par des restrictions administratives, sur la construction ou l'extraction des ressources dans la zone C par exemple, cela pourrait générer 3,4 milliards de dollars par an pour l'économie palestinienne, soit une augmentation de 35 % du PIB du pays. Les recettes additionnelles généreraient 800 millions de dollars de recettes fiscales pour le Gouvernement, soit la moitié de la dette de l'Autorité palestinienne.

Le taux de chômage dans les territoires palestiniens (en Cisjordanie, à Jérusalem-Est et dans la bande de Gaza) s'élève à 27 %, soit plus du double du taux de 1999. Dans la bande de Gaza, la lenteur de la reconstruction et les limites constantes de ressources ont laissé l'économie au bord de l'effondrement. L'UNRWA estime que près de 80 % de la population de Gaza est actuellement tributaire de l'aide fournie. En 2013, le taux de mortalité infantile dans le territoire palestinien occupé était de 15,8 pour 1 000 naissances vivantes. Dans la bande de Gaza, le taux de mortalité infantile a augmenté après une baisse continue, reflétant les effets à long terme du blocus. 95 % de l'électricité en Cisjordanie est importée d'Israël, créant une dépendance et une perte de ressources considérables. Gaza dispose de sa propre station de production d'électricité, mais elle demeure considérablement endommagée par les incursions militaires de 2014 et les affrontements antérieurs. Les limites imposées à la liberté de circulation et à l'accès à l'égalité des chances ont également exacerbé les disparités dans l'éducation, l'égalité des sexes, la pauvreté, la vulnérabilité aux changements climatiques et l'accès à l'eau.

La pauvreté dans les camps de réfugiés palestiniens au Liban

Bien qu'ils soient depuis longtemps présents au Liban, les réfugiés palestiniens ne bénéficient pas des principaux aspects de la vie sociale, politique et économique. De ce fait, le Liban a le pourcentage le plus élevé de réfugiés palestiniens vivant dans l'extrême pauvreté. Alors que le taux de pauvreté extrême a diminué de moitié depuis 2010 chez les réfugiés palestiniens au Liban, passant de 6,6 % à 3,1 %, le taux de pauvreté générale est resté inchangé au cours des cinq dernières années et stagne à 65 %. La pauvreté touche avant tout les jeunes réfugiés, 74 % des adolescents vivant dans la pauvreté, et 5 % d'entre eux vivant dans l'extrême pauvreté.

Les réfugiés palestiniens au Liban ne sont pas bien intégrés dans la société libanaise, ayant des droits civils restreints. Seuls 37 % des personnes en âge de travailler sont employées et 60 % d'entre elles occupent des emplois à faible statut. Ces niveaux élevés de pauvreté et l'absence de perspectives ont entraîné des taux élevés d'abandon scolaire, atteignant 39 % chez les enfants de plus de 10 ans.

L'afflux de réfugiés palestiniens en provenance de Syrie (réfugiés palestiniens en Syrie) a encore aggravé les problèmes de la population palestinienne au Liban. Environ 42 000 réfugiés palestiniens en Syrie sont entrés au Liban, ce qui entraîne une surpopulation des camps qui sont déjà en surcapacité. Quelque 89 % de ces personnes vivent dans la pauvreté. L'UNRWA offre la majeure partie des services de soin de santé à la communauté des réfugiés palestiniens, mais il manque cruellement de personnel, chaque médecin effectuant 103 consultations médicales en moyenne chaque jour.

Réfugiés palestiniens en Syrie

Alors que la Syrie avait accueilli entre 480 000 et 600 000 réfugiés palestiniens, le conflit dont elle est victime a profondément affecté ces derniers. Le PIB de la Syrie se serait réduit selon les estimations de 15,4 % en moyenne, et l'économie syrienne s'est effondrée. Les réfugiés palestiniens qui ont fui dans des pays voisins ne bénéficient pas des mêmes droits que les réfugiés syriens et connaissent une forte dégradation de leur situation économique suite à la dépréciation de la livre syrienne de 80 % depuis le début du conflit. En 2016, la

Jordanie et le Liban ont en pratique fermé leurs frontières aux réfugiés palestiniens en provenance de Syrie.

Par ailleurs, les prix des denrées alimentaires ont augmenté de manière vertigineuse, un kilogramme de riz pouvant coûter pas loin 100 dollars dans certaines régions. Dans la plupart des régions de la Syrie, l'électricité n'est disponible que pendant 2 à 4 heures par jour. Le manque de fiabilité de l'approvisionnement en électricité a perturbé des services humanitaires essentiels, tels que les hôpitaux, les écoles et le traitement des eaux usées.

Réfugiés palestiniens en Jordanie

Bien que la situation des réfugiés palestiniens en Jordanie soit en principe meilleure que celle de leurs pairs au Liban, notamment en ce qui concerne leur droit à obtenir la citoyenneté du pays d'accueil, selon les chiffres fournis récemment par le Haut Comité pour le droit au retour des Palestiniens et par les représentants des réfugiés en Jordanie, 60 % d'entre eux vivent en dessous du seuil de pauvreté, 45 % sont au chômage et 75 % ne possèdent aucun bien là où ils vivent.

Les recherches menées par l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche Orient (UNRWA) ont souligné la manière dont l'héritage historique et politique transparaît dans les conditions économiques difficiles du monde contemporain. Il a été constaté que la pauvreté parmi les réfugiés en Jordanie provient de l'impossibilité pour eux de générer des revenus suffisants pour subvenir à leurs besoins essentiels.

Recommandations

Les États Membres devraient s'efforcer de trouver une solution appropriée pour les réfugiés, conformément au droit international. Cela signifie l'octroi de droits sociaux, politiques et économiques aux réfugiés palestiniens, ce qui les aiderait à échapper à la pauvreté extrême et aux conditions de vie déplorables dans lesquelles ils vivent.

Des mesures devraient être prises pour faire appliquer le droit à un travail décent, pour veiller à ce que les droits des réfugiés de Palestine soient renforcés et respectés, et que tant les réfugiés que les employeurs aient une meilleure compréhension des droits existants.

Conformément aux objectifs de développement durable, la communauté internationale devrait agir pour l'élimination de la pauvreté chez les réfugiés palestiniens dans toute la région du Moyen-Orient.